

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 3** RAPPORT DE LA DIRECTION
- 4** RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS
- 5** ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ACTIF NET
- 6** ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
- 7** ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
- 8** ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
- 9** NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

RAPPORT DE LA DIRECTION

La direction de la Société est responsable de la préparation et de l'intégrité des états financiers présentés dans son rapport annuel. Ces états ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière et comprennent nécessairement des montants déterminés d'après les meilleures estimations et le jugement de la direction. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à ceux des états financiers. La direction considère que les états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société, les résultats de son exploitation et ses flux de trésorerie. Pour s'acquitter de sa responsabilité, la Société applique des contrôles, des conventions et des méthodes comptables internes visant à assurer la fiabilité de l'information financière et la protection des biens. Les auditeurs indépendants, KPMG, ont audité les états financiers de la Société. Leur rapport indique l'étendue de leur audit ainsi que leur opinion sur les états financiers. Le Comité d'audit du Conseil d'administration se réunit périodiquement avec les auditeurs indépendants et avec la direction pour examiner l'étendue de l'audit et pour évaluer les comptes rendus de leur audit. Les états financiers ont été examinés et approuvés par le Conseil d'administration, par suite d'une recommandation du Comité d'audit.

Le président-directeur général,

Le vice-président, Affaires juridiques
et Secrétaire,



PHILIPPE RAINVILLE, CPA, CA



PIERRE GAGNON, Ad. E

Le 9 mars 2017

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux administrateurs d'Aéroports de Montréal

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints d'Aéroports de Montréal, qui comprennent l'état consolidé de l'actif net au 31 décembre 2016, les états consolidés du résultat global, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée d'Aéroports de Montréal au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*KPMG A.M.R. / S.E.N.C.R.L.**

Le 9 mars 2017
Montréal, Canada

*CPA auditeur, CA, permis de comptabilité no A122264

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ACTIF NET

31 décembre 2016, avec informations comparatives de 2015 (en milliers de dollars canadiens)

	Note	2016	2015
ACTIFS			
Courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		24 824 \$	130 539 \$
Encaisse affectée	2	54 545	54 149
Créances clients et autres débiteurs	3	29 628	25 368
Stocks		4 923	4 658
		113 920	214 714
Non courants			
Immobilisations corporelles	4	2 035 727	1 901 959
Autres actifs et débiteurs		25 768	23 388
		2 061 495	1 925 347
		2 175 415 \$	2 140 061 \$
PASSIFS			
Courants			
Facilité de crédit	6	9 000 \$	— \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		144 188	127 842
Portion courante des obligations à long terme et obligations en vertu de contrats de location-financement	7 et 8	9 826	8 462
Provisions	9	6 059	14 805
Autres avantages du personnel	10	12 083	13 356
Produits reportés		5 661	5 599
		186 817	170 064
Non courants			
Obligations à long terme	7	1 773 117	1 781 531
Obligations en vertu de contrats de location-financement	8	19 377	19 561
Passif au titre de la retraite	10	14 205	17 241
Produits reportés		57 376	62 437
		1 864 075	1 880 770
Engagements	17		
ACTIF NET			
Actif net de la Société		124 523	89 227
		2 175 415 \$	2 140 061 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration, ces états financiers consolidés ont été approuvés le 9 mars 2017.



NORMAND LEGAULT, administrateur



JEAN PIERRE DESROSIERS, administrateur

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercice clos le 31 décembre 2016, avec informations comparatives de 2015 (en milliers de dollars canadiens)

	Note	2016	2015
PRODUITS			
Activités aéronautiques		191 272 \$	181 843 \$
Frais d'améliorations aéroportuaires (« FAA »)	13	165 908	151 125
Activités commerciales		135 336	122 184
Bien-fonds		33 361	32 662
Autres produits		1 291	671
	12	527 168	488 485
CHARGES			
Salaires et charges sociales	10	71 192	68 864
Entretien et services		65 312	62 075
Biens et services publics		20 309	17 620
Frais de perception des FAA		6 783	6 152
Autres charges d'exploitation		13 233	12 375
Paiements versés en remplacement d'impôts aux municipalités		41 281	38 379
Loyer à Transports Canada	5	54 859	50 432
Amortissement des immobilisations corporelles		120 643	112 138
Dépréciation des immobilisations corporelles		—	9 000
		393 612	377 035
Charges financières	12	98 686	93 513
Produits financiers		(937)	(1 885)
		97 749	91 628
		491 361	468 663
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES		35 807 \$	19 822 \$
Autres éléments du résultat global			
Postes qui ne seront pas reclassés ultérieurement à l'excédent des produits par rapport aux charges			
Avantages postérieurs à l'emploi			
Pertes actuarielles des régimes à prestations définies	10	(1 597) \$	(3 960) \$
Postes qui seront reclassés ultérieurement à l'excédent des produits par rapport aux charges			
Couverture de flux de trésorerie			
Partie efficace de la variation de la juste valeur	18	—	3 859
Reclassement à l'excédent des produits par rapport aux charges	12	1 086	627
		(511)	526
RÉSULTAT GLOBAL		35 296 \$	20 348 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

Exercice clos le 31 décembre 2016, avec informations comparatives de 2015 (en milliers de dollars canadiens)

	2016	2015
Solde au début de l'exercice	89 227 \$	68 879 \$
Excédent des produits par rapport aux charges	35 807	19 822
Autres éléments du résultat global	(511)	526
Solde à la fin de l'exercice	124 523 \$	89 227 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 décembre 2016, avec informations comparatives de 2015 (en milliers de dollars canadiens)

	Note	2016	2015
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Excédent des produits par rapport aux charges		35 807 \$	19 822 \$
Ajustements pour:			
Dépréciation des immobilisations corporelles		—	9 000
Amortissement des immobilisations corporelles		120 643	112 138
Amortissement des avantages incitatifs relatifs aux baux		1 049	1 061
Variation des produits reportés		(4 826)	(4 388)
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles		(147)	(126)
Charge de retraite		9 502	9 250
Charges financières	12	98 633	93 513
Produits financiers		(937)	(1 600)
		259 724	238 670
Contributions au régime de retraite		(14 135)	(17 571)
Variation des éléments du fonds de roulement	14	(24 794)	(32 805)
		220 795	188 294
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Produit net tiré des prélèvements aux termes de la facilité de crédit	6	9 000	—
Augmentation des obligations à long terme	7	—	200 000
Frais d'émission d'emprunt	7	—	(1 390)
Règlement du contrat de vente à terme sur obligations		—	(31 420)
Remboursement des obligations à long terme	7	(8 298)	(7 051)
Encaisse affectée		(396)	(4 273)
Remboursement des obligations en vertu de contrats de location-financement	8	(171)	(164)
Loyer reporté		—	(220)
Intérêts payés		(103 396)	(99 693)
		(103 261)	55 789
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Autres actifs non courants		379	354
Acquisition d'immobilisations corporelles		(225 160)	(213 402)
Produits découlant de la cession d'immobilisations corporelles		152	154
Intérêts reçus		1 380	1 989
		(223 249)	(210 905)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(105 715)	33 178
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		130 539	97 361
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE		24 824 \$	130 539 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

Aéroports de Montréal (« ADM ») a été constituée le 21 novembre 1989 à titre de corporation sans capital-actions en vertu de la Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*. Son siège social, qui est aussi son établissement d'affaires principal, est situé au 800, place Leigh-Capreol, Bureau 1000, Dorval, Québec, H4Y 0A5, Canada.

ADM et sa filiale (la « Société ») sont responsables de la gestion, de l'exploitation et du développement de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau (« Montréal-Trudeau ») et de l'aéroport international de Montréal-Mirabel (« Montréal-Mirabel »).

La mission de la Société est triple :

- ▲ Assurer une prestation de services aéroportuaires de qualité qui répondent aux besoins spécifiques de la communauté tout en recherchant l'efficacité, la sûreté et la sécurité;
- ▲ Contribuer au développement économique de la région métropolitaine de Montréal, notamment par la mise en valeur des installations dont elle a la responsabilité;
- ▲ Maintenir une cohabitation harmonieuse avec le milieu, en particulier quant à la protection de l'environnement.

ADM possède une participation en propriété exclusive dans sa filiale, Aéroports de Montréal Capital Inc. (« ADMC »). Celle-ci agit comme partenaire d'investissement et de financement ou à titre de conseiller dans des projets liés directement ou indirectement à la gestion des aéroports.

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers consolidés sont résumées ci-dessous :

a) Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les méthodes comptables énoncées par les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») en vigueur au 31 décembre 2016. Certaines informations comparatives ont été reclassées afin qu'elles soient conformes à la présentation des états financiers consolidés de l'exercice à l'étude.

La publication des états financiers consolidés a été approuvée par le Conseil d'administration le 9 mars 2017.

b) Base d'évaluation

Ces états financiers consolidés sont préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers évalués à la juste valeur ainsi que le passif au titre de la retraite qui est évalué comme il est décrit dans la section « Avantages postérieurs à l'emploi ». Le coût historique est généralement la juste valeur de la contrepartie donnée pour acquérir des actifs.

Ces états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens arrondis au millier le plus près.

c) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'ADM et de sa filiale en propriété exclusive, ADMC. Une société contrôle une filiale lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et que le pouvoir qu'elle détient sur celle-ci influe sur les rendements, du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les états financiers d'une filiale sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Tous les soldes et toutes les opérations intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

d) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société est engagée en vertu des dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à échéance ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants afférents à ce dernier sont transférés.

Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les actifs et les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction, à l'exception des actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont initialement évalués à la juste valeur.

L'évaluation ultérieure des instruments financiers dépend de la catégorie dans laquelle ils sont classés.

La classification des instruments financiers de la Société est présentée dans le tableau suivant :

Catégorie	Instrument financier
Prêts et créances	Trésorerie et équivalents de trésorerie Encaisse affectée Créances clients et autres débiteurs
Passifs financiers évalués au coût amorti	Dettes fournisseurs et autres créditeurs Facilité de crédit Obligations à long terme Obligations en vertu de contrats de location-financement
Élément dérivé désigné comme faisant partie d'une relation de couverture	Passif financier dérivé

Tous les actifs financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture. Les actifs financiers sont dépréciés lorsqu'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une perte de valeur.

Tous les produits et charges se rapportant aux actifs financiers comptabilisés à l'excédent des produits par rapport aux charges sont présentés dans les postes « Produits financiers » et « Charges financières ».

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou déterminables et qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une provision pour perte de valeur. Les instruments financiers ne sont pas actualisés si l'effet de l'actualisation est non significatif.

La provision pour créances douteuses est calculée principalement selon une identification spécifique des créances clients et autres débiteurs (voir la section risque de crédit à la note 18 pour plus de détails). La dépense pour créances irrécouvrables est comptabilisée à l'excédent des produits par rapport aux charges sous le poste « Autres charges d'exploitation ».

Passifs financiers

Les passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges d'intérêts sont comptabilisées sous le poste « Charges financières » de l'excédent des produits par rapport aux charges.

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

d) Instruments financiers (suite)

Instruments financiers dérivés

La Société gère son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt via ses activités d'exploitation et de financement et, lorsqu'elle le juge approprié, grâce à l'utilisation d'instruments financiers dérivés. Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, soit à titre d'actifs ou de passifs. La partie efficace de la variation de la juste valeur découlant des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans le résultat global et la partie inefficace de la variation de la juste valeur est immédiatement reclassée à l'excédent des produits par rapport aux charges. La partie efficace de la couverture est reconnue à l'excédent des produits par rapport aux charges sur la même durée que l'élément couvert.

e) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent d'espèces et de placements liquides qui peuvent être convertis en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. De plus, l'échéance de ces placements, à l'acquisition, est inférieure à trois mois. Les revenus d'intérêt sur ces actifs sont inclus dans le poste « Produits financiers ».

f) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen pour les pièces de rechange et selon la méthode du premier entré, premier sorti pour les stocks en vrac.

g) Subventions gouvernementales

Les subventions gouvernementales octroyées pour la construction d'immobilisations sont comptabilisées lorsque la Société a obtenu l'assurance raisonnable qu'elle se conforme à toutes les conditions requises et que les subventions seront reçues. Les subventions gouvernementales sont comptabilisées en réduction du coût des immobilisations en cause et le calcul de la charge d'amortissement est basé sur le montant net de l'actif ainsi que sur la durée probable d'utilisation de ces dernières.

h) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué des amortissements et des pertes de valeurs ultérieures. Le coût inclut les dépenses directement attribuables à l'acquisition ou à la construction de l'immobilisation, ainsi que les coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située.

Les projets d'immobilisations en cours sont transférés dans la catégorie appropriée d'immobilisations corporelles uniquement lorsqu'ils sont prêts à être mis en service (c'est-à-dire dès qu'ils se trouvent à l'endroit et dans l'état nécessaire pour pouvoir être exploités de la manière prévue par la direction) ou radiés si, par suite d'une modification de circonstances, la direction estime que le projet ne sera pas mené à terme. Le coût d'une immobilisation construite par la Société comprend les coûts de matériaux et de main-d'œuvre directe, ainsi que les coûts directement attribuables pour que l'actif se trouve à l'endroit et dans l'état nécessaire pour pouvoir être exploité de la manière prévue par la direction. Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié sont capitalisés au coût de l'actif qualifié jusqu'à ce que l'actif soit prêt pour son utilisation prévue. La capitalisation est suspendue lorsque la Société interrompt le développement d'un actif qualifié sur de longues périodes et est arrêtée lorsque les activités, indispensables à la préparation de l'actif, préalables à son utilisation prévue sont pratiquement toutes terminées. Pour les emprunts généraux utilisés pour l'obtention d'un actif qualifié, le taux de capitalisation utilisé est la moyenne pondérée des coûts d'emprunt au cours de la période, ce qui n'inclut pas les emprunts contractés spécifiquement dans le but d'obtenir l'actif concerné.

Les immobilisations louées sont incluses dans les immobilisations corporelles lorsqu'elles sont détenues en vertu d'un contrat de location-financement.

Les bâtiments et améliorations locatives incluent des espaces de bureaux loués en vertu d'un contrat de location-financement, ainsi que des immobilisations corporelles pour lesquelles les droits de licences ont été attribués à une tierce partie en vertu de contrats de location simple.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

h) Immobilisations corporelles (suite)

Les logiciels qui font partie intégrante de l'équipement y afférent sont capitalisés au coût du matériel informatique et sont inclus dans les immobilisations corporelles.

Les coûts d'entretien normaux sont passés en charges à mesure que ces frais sont engagés. Les dépenses constituant une amélioration des actifs soit par le biais d'un changement dans les capacités ou d'une prolongation de la durée d'utilité sont capitalisées.

Chaque partie d'une immobilisation ayant un coût significatif par rapport au coût total est amortie séparément si sa durée d'utilité est différente de celle des autres parties de l'immobilisation.

La valeur comptable d'une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa disposition ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'une immobilisation corporelle (correspondant à la différence entre le produit de disposition et la valeur comptable nette de l'actif) est inclus à l'excédent des produits par rapport aux charges lors de la décomptabilisation de l'actif.

Chaque partie d'une immobilisation corporelle est amortie selon sa durée d'utilité ou selon la durée du bail, si inférieure, en utilisant la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Élément d'actif	Période
Bâtiments et améliorations locatives	4 – 50 ans
Infrastructures civiles	4 – 40 ans
Mobilier et équipement	3 – 30 ans
Équipements technologique et électronique	2 – 20 ans
Véhicules	3 – 15 ans

Chaque fin de période, la valeur résiduelle, l'estimation de la durée d'utilité et les méthodes d'amortissement sont réévaluées et ajustées prospectivement.

i) Contrats de location

Les contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement lorsque pratiquement tous les avantages et les risques inhérents à la propriété sont transférés au preneur. Tous les autres contrats de location sont classés comme des contrats de location simple.

La Société en tant que bailleur

La créance à recevoir d'un locataire en conformité avec un contrat de location-financement est comptabilisée à un montant égal à l'investissement net de la Société dans le contrat de location. Les revenus locatifs provenant de contrats de location-financement sont comptabilisés sur la durée du bail afin de refléter une rentabilité périodique constante sur l'investissement net de la Société dans le contrat de location-financement.

Les revenus locatifs provenant des contrats de location simple sont comptabilisés en produits de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les coûts directs initiaux engagés lors de la négociation et de la rédaction d'un contrat de location simple et les incitatifs de location accordés au preneur lors de la location initiale d'un actif sont capitalisés dans les « Immobilisations corporelles ». Ils sont tous deux amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des baux et comptabilisés en réduction des revenus y afférents.

Les loyers conditionnels découlant d'un contrat de location-financement ou d'un contrat de location simple sont comptabilisés comme des revenus de location lorsque le montant peut être estimé de manière fiable et que le recouvrement est considéré comme probable. Les différences survenant après la comptabilisation initiale du loyer conditionnel sont reconnues dans l'excédent des produits par rapport aux charges.

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

i) Contrats de location (suite)

La Société en tant que preneur

Un actif loué en vertu d'un contrat de location-financement est comptabilisé au début de la période de location comme une immobilisation corporelle à un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location, chacune étant déterminée au commencement du contrat de location. Le passif correspondant est comptabilisé à l'état consolidé de l'actif net en tant que passif financier sous le poste « Obligations en vertu de contrats de location-financement ».

Les paiements minimaux relatifs à un contrat de location-financement sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement du solde de la dette. Les charges financières sont affectées lors de chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde du passif. Les charges financières sont comptabilisées sous le poste « Charges financières ».

Les paiements au titre de la location dans le cadre d'un contrat de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Les coûts d'exploitation et d'entretien découlant d'un contrat de location-financement ou de location simple sont comptabilisés en charges dans la période à laquelle ils sont engagés sous le poste « Autres charges d'exploitation ».

j) Dépréciation d'actifs

Aux fins d'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés aux niveaux les plus bas générant des entrées de trésorerie largement indépendantes (« unités génératrices de trésorerie »). Les unités génératrices de trésorerie sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Une perte de valeur est comptabilisée sur l'excédent de la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie sur sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et de la valeur d'utilité. Pour déterminer sa valeur d'utilité, la direction procède à une estimation des flux de trésorerie futurs provenant de chaque unité génératrice de trésorerie et détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actuelle de ces flux de trésorerie. Les données utilisées pour les tests de dépréciation sont directement liées au budget et au plan stratégique les plus récents approuvés par la Société et sont ajustées, au besoin, pour exclure les améliorations apportées aux actifs, mais en incluant le programme d'entretien des actifs. Les facteurs d'actualisation sont établis individuellement pour chaque unité génératrice de trésorerie et reflètent leur profil de risque respectif déterminé par la direction.

k) Provisions, actifs éventuels et passifs éventuels

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant peut être estimé de manière fiable. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses attendues lorsque la valeur de l'argent dans le temps est significative. La Société ne comptabilise pas de provisions pour les pertes opérationnelles futures.

L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge financière.

Obligation de remise en état d'un site

La Société comptabilise l'obligation de remise en état d'un site basée sur la valeur actuelle de l'estimation des coûts non recouvrables.

Actifs éventuels et passifs éventuels

Les entrées possibles de ressources représentant des avantages économiques pour la Société qui ne répondent pas encore aux critères de comptabilisation d'un actif sont considérées comme des actifs éventuels.

La Société ne comptabilise pas de passifs lorsque la sortie possible de ressources économiques résultant d'une obligation actuelle est considérée comme étant improbable.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

l) Impôts sur le résultat

Impôts exigibles

En vertu de l'entente avec le gouvernement du Québec, en date du 29 juillet 1992, et de la *Loi relative aux cessions d'aéroports* datée du 23 juin 1992, la Société, excluant sa filiale, est exemptée des impôts sur les bénéfices relativement à ses activités aéroportuaires.

Impôts différés

La filiale comptabilise des actifs et passifs d'impôts différés au titre de différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont calculés selon les taux d'impôt dont l'application est attendue au cours de leur période de réalisation respective lorsque ces taux sont adoptés ou quasi adoptés. Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'ils permettront de compenser un impôt exigible futur.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont compensés uniquement lorsque la Société a le droit et l'intention de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles découlant des mêmes autorités fiscales.

m) Taxes municipales

La Société est également exemptée de la *Loi sur la fiscalité municipale*. En vertu d'une entente avec Services publics et Approvisionnement Canada, un montant à titre de paiements versés en remplacement d'impôts aux municipalités selon la *Loi sur les subventions aux municipalités* est remboursé à cet organisme.

n) Avantages du personnel à court terme

Les avantages du personnel à court terme, y compris les vacances, sont des passifs courants compris dans le poste « Autres avantages du personnel » évalués au montant non actualisé que la Société s'attend à payer en raison des droits acquis mais non encore utilisés.

o) Avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre des avantages postérieurs à l'emploi par l'entremise d'un régime de retraite enregistré sous la juridiction fédérale qui comprend un volet à cotisations définies et un volet à prestations définies basé sur le salaire final. Le volet à cotisations définies est offert à tout nouvel employé embauché.

Sous le volet à cotisations définies, la Société verse des cotisations à une entité indépendante. La Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires aux cotisations définies. Les contributions au régime sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle les services correspondants sont reçus des membres du personnel.

Sous le volet à prestations définies, le montant que recevra un membre du personnel participant à titre de prestations de retraite est en fonction de la durée du service et de la rémunération finale moyenne de ce dernier. La Société conserve l'obligation juridique de verser les prestations même lorsque des actifs destinés au financement du régime à prestations définies ont été mis de côté.

La Société offre également un régime de retraite supplémentaire à prestations définies pour les dirigeants désignés de la Société. Le régime vise à indemniser les participants en ce qui a trait aux limites fiscales sur les prestations. Le montant des prestations est versé en conformité avec les lois applicables et dispositions du régime. Le régime est sécurisé par une lettre de crédit.

Le passif lié aux régimes à prestations définies (passif au titre de la retraite) comptabilisé à l'état consolidé de l'actif net correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, diminuée de la juste valeur des actifs des régimes.

La direction procède à une estimation annuelle de l'obligation au titre des prestations définies avec le soutien d'actuaire indépendants. L'estimation de l'obligation au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées et est imputée à l'état consolidé du résultat global lorsque les services sont rendus par les membres du personnel. Les calculs tiennent compte des meilleures estimations de la direction du taux d'actualisation, de la progression des salaires, de l'âge de la retraite des salariés et des prestations de retraite prévues. Les taux d'actualisation sont déterminés par référence aux obligations d'entités de première catégorie et ayant des échéances similaires à celles du passif connexe lié à la retraite.

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

o) Avantages postérieurs à l'emploi (suite)

Les gains actuariels (pertes actuarielles) résultent de la différence entre les hypothèses et l'expérience du régime et des changements d'hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. Tous les gains et pertes actuariels relatifs aux régimes à prestations définies sont comptabilisés pendant l'exercice au cours duquel ils surviennent dans les autres éléments du résultat global. Le coût des services passés est immédiatement comptabilisé à l'excédent des produits par rapport aux charges.

Les intérêts nets sur le passif au titre de la retraite et toutes les autres charges liées aux avantages postérieurs à l'emploi sont inclus au poste « Salaires et charges sociales » à l'état consolidé du résultat global.

p) Constatation des produits

Les principales sources de produits de la Société se composent de revenus liés à la prestation de services d'activités aéronautiques, de FAA, d'activités commerciales, de bien-fonds et d'autres activités.

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir par la Société pour les services fournis, déduction faite des rabais et remises.

Les produits sont comptabilisés lorsque leur montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entité, que les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable et lorsque les critères pour chacune des différentes activités de la Société sont respectés, comme décrit ci-dessous.

Activités aéronautiques

Les produits provenant des activités aéronautiques, composés principalement de droits d'atterrissage et de redevances générales d'aérogare, gagnés principalement auprès des sociétés aériennes, sont constatés selon l'utilisation des lieux.

Les produits provenant des activités aéronautiques incluent aussi les produits reportés qui sont constatés aux activités aéronautiques selon la méthode linéaire sur la durée des ententes correspondantes. Les produits reportés se composent de produits liés à des droits d'exploitation de certains actifs attribués à des tiers par la Société.

FAA

Les produits découlant des FAA sont comptabilisés dès qu'un passager utilise les services aériens d'un transporteur en utilisant les informations obtenues auprès de ces derniers après que l'embarquement a eu lieu. En vertu d'un accord avec les compagnies aériennes, les FAA sont perçus par les compagnies aériennes à même le prix du billet d'avion et sont versés à la Société, déduction faite d'un frais de perception de 4 %.

Activités commerciales

Les produits provenant des activités commerciales sont comptabilisés comme suit :

- ▲ Les loyers provenant des concessionnaires sont calculés selon le montant le plus élevé entre le pourcentage convenu sur les ventes déclarées par les concessionnaires et le loyer minimum garanti. Les loyers minimums sont comptabilisés selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des baux respectifs et les loyers calculés en fonction des ventes sont comptabilisés lorsque les concessionnaires atteignent les paliers établis;
- ▲ Les loyers des espaces à bureaux sont constatés selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des baux correspondants;
- ▲ Les produits de stationnement sont constatés selon l'utilisation des lieux.

Bien-fonds

Les loyers de bien-fonds sont constatés selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des baux correspondants.

Autres produits

Les autres produits comprennent les produits provenant d'autres opérations et sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

q) Charges financières et produits financiers

Les charges financières incluent les charges d'intérêts sur les obligations à long terme et sur les obligations en vertu de contrats de location-financement, l'amortissement des frais d'émission d'emprunts ainsi que le reclassement des variations nettes de la juste valeur des éléments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie préalablement comptabilisés en autres éléments du résultat global. Les coûts d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif qualifié sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les produits financiers comprennent les produits d'intérêts tirés de sommes investies. Les produits d'intérêts courus sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global, selon la méthode du taux d'intérêt effectif lorsqu'ils sont gagnés.

r) Coûts environnementaux

La Société passe en charges, à mesure qu'elle les engage, les coûts récurrents associés à la gestion des substances dangereuses dans ses activités courantes.

s) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date des transactions (cours du jour).

Les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur en date de fin d'exercice.

Les éléments non monétaires évalués au coût historique sont convertis au cours de change en vigueur à la date de la transaction (non reconvertis).

Les différences de change sont constatées dans l'état consolidé du résultat global dans la période où elles surviennent.

t) Incertitude relative aux estimations

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, les attentes par rapport à l'avenir ainsi que d'autres facteurs pertinents et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les méthodes comptables importantes exposées à de tels jugements et les principales sources d'estimation relatives à l'incertitude qui, de l'avis de la Société, pourraient avoir la plus grande incidence sur les résultats et la situation financière présentés se détaillent comme suit :

Principales sources d'incertitude relatives aux estimations

Frais d'améliorations aéroportuaires

Les FAA sont constatés lorsque les passagers utilisent les services aériens d'un transporteur en utilisant les informations obtenues auprès de ces derniers après que l'embarquement a eu lieu. Par conséquent, la direction estime les FAA en utilisant les informations obtenues auprès des transporteurs, si disponibles, ainsi que leur connaissance du marché, les conditions économiques et les résultats historiques.

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

t) Incertitude relative aux estimations (suite)

Principales sources d'incertitude relatives aux estimations (suite)

Provision pour créances douteuses

La Société fait des estimations et pose des hypothèses afin de déterminer la provision pour créances douteuses appropriée. Les débiteurs impayés pendant une période dépassant celle prévue dans les modalités de paiement convenues sont considérés en souffrance. La Société détermine sa provision en tenant compte de nombreux facteurs, notamment la durée pendant laquelle les débiteurs sont en souffrance, la capacité actuelle du client d'honorer son obligation à l'égard de la Société, les résultats historiques, la conjoncture générale de l'économie et le secteur d'activité dans son ensemble. La Société radie les débiteurs lorsqu'elle détermine qu'ils sont irrécouvrables et tout paiement reçu par la suite sur ces débiteurs est crédité à l'excédent des produits par rapport aux charges. La provision pour créances douteuses est calculée principalement selon une identification spécifique des débiteurs.

Durée d'utilité des immobilisations corporelles

La direction réévalue les durées d'utilité des immobilisations corporelles à chaque fin de période. La direction a conclu que les durées sont représentatives de l'utilité attendue des actifs de la Société.

Juste valeur des instruments financiers

Certaines méthodes comptables de la Société de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers.

Dans la mesure du possible, lors de l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif, la Société s'appuie sur des données de marché observables. Les évaluations de juste valeur sont classées en trois niveaux en matière de hiérarchie, en fonction des données utilisées dans la technique d'évaluation.

Niveau 1 : juste valeur évaluée sur la base de cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données, autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminées à partir de prix).

Niveau 3 : juste valeur pour l'actif ou le passif évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Si les données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif peuvent être classées à différents niveaux dans la hiérarchie de la juste valeur, la juste valeur obtenue est alors classée globalement au même niveau de hiérarchie que la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble.

La Société comptabilise les transferts de niveaux à la fin de la période durant laquelle le transfert s'est effectué.

Le détail des hypothèses utilisées est disponible à la note 18.

Provisions

La Société se défend contre certaines poursuites pour lesquelles le résultat réel pourrait différer du montant comptabilisé dans les états financiers consolidés.

L'évaluation de l'obligation de remise en état d'un site exige la formulation d'hypothèses, notamment le moment attendu de l'événement donnant lieu à une sortie de ressources, l'éventail des méthodes possibles de remise en état d'un site et les coûts attendus qui seraient engagés pour régler tout passif y afférent. La Société évalue l'obligation en fonction de l'estimation des dépenses attendues. Toute révision à l'une des hypothèses ou l'une des estimations utilisées par la Société peut entraîner des changements aux dépenses attendues pour régler le passif exigeant des ajustements à l'obligation, ce qui pourrait avoir une incidence sur les résultats opérationnels de la Société pour la période au cours de laquelle survient le changement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

t) Incertitude relative aux estimations (suite)

Principales sources d'incertitude relatives aux estimations (suite)

Obligation au titre des prestations définies

La direction procède à une estimation annuelle de l'obligation au titre des prestations définies avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de l'obligation au titre des prestations définies de la Société est fondée sur les meilleures estimations de la direction, de la progression des salaires, de l'âge de la retraite des salariés et des prestations de retraite prévues. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de première catégorie ayant des échéances similaires à celle de l'obligation au titre des prestations définies.

Le rapport actuariel pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 n'est pas disponible au moment de la comptabilisation. Cependant, la direction estime que l'extrapolation des chiffres du 31 décembre 2015 est la meilleure méthode pour estimer l'obligation au titre des prestations définies et la charge de la Société au et pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, puisque les hypothèses révisées utilisées en relation avec cette extrapolation ont été examinées et jugées fidèles.

Jugements posés relativement aux méthodes comptables appliquées

Contrats de location

Dans certains cas, l'analyse de la transaction de location n'est pas toujours concluante, et la direction exerce son jugement pour déterminer si le contrat de location est un contrat de location-financement qui transfère la quasi-totalité des risques et avantages inhérents se rattachant à la propriété.

u) Modifications de méthodes comptables

De nouvelles normes, amendements et interprétations des normes existantes ont été publiés et sont en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016. Ces modifications n'ont entraîné aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

v) Normes, amendements et interprétations des normes existantes qui ne sont pas encore en vigueur et que la Société n'a pas adoptés de façon anticipée

À la date d'autorisation de ces états financiers consolidés, de nouvelles normes, amendements et interprétations des normes existantes ont été publiés, mais ne sont pas encore en vigueur, et la Société ne les a pas adoptés de façon anticipée.

L'information sur les nouvelles normes et interprétations et les nouveaux amendements qui sont susceptibles d'être pertinents pour les états financiers consolidés de la Société est fournie ci-après. D'autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées, mais la direction ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

IAS 7, Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié l'*Initiative concernant les informations à fournir* dans le cadre de son initiative majeure visant à améliorer la présentation et les informations à fournir dans les rapports financiers qui a donné lieu aux modifications de l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. L'application de ces modifications est obligatoire pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2017. La Société ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, en remplacement de l'IAS 39, *Instruments financiers: comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 introduit une nouvelle approche de classement des actifs financiers en fonction des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels et du modèle d'affaires au sein duquel ils sont détenus. L'IFRS 9 introduit également un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui cadre mieux avec les activités de gestion des risques. La nouvelle norme remplace toutes les versions antérieures de l'IFRS 9 et met fin au projet de remplacement de l'IAS 39 de l'IASB. L'adoption de cette norme n'est obligatoire qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, mais la Société envisage d'adopter l'IFRS 9 de façon anticipée dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2017.

La Société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

1. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

v) Normes, amendements et interprétations des normes existantes qui ne sont pas encore en vigueur et que la Société n'a pas adoptés de façon anticipée (suite)

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui remplace l'IAS 11, *Contrats de construction* et l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations correspondantes. Cette nouvelle norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer que les biens ou les services promis aux clients sont fournis, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Ceci a pour objectif de fournir une divulgation plus informative et pertinente aux utilisateurs des états financiers.

L'IFRS 15 est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. La Société évalue présentement l'ampleur de l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB parachève son projet à long terme sur l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location*, ainsi que les interprétations correspondantes. L'IFRS 16 élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur où la norme impose la constatation d'un passif locatif et d'un droit d'utilisation pour tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois. L'IFRS 16 reprend essentiellement les exigences comptables s'appliquant au bailleur qui continue de classer ses contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement.

L'IFRS 16 est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019 et l'application anticipée est permise dans certaines circonstances. La Société évalue présentement l'ampleur de l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

2. ENCAISSE AFFECTÉE

En vertu de l'acte de fiducie, la Société doit maintenir un fonds de réserve affecté au service de la dette qui s'élève à 54 454 \$ (54 078 \$ en 2015), représentant la somme des paiements d'intérêts et de capital sur les obligations à long terme devant être effectués au cours des six mois suivant la date de l'état consolidé de l'actif net.

3. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

	2016	2015
Créances clients	7 245 \$	8 155 \$
Provision pour créances douteuses	(221)	(338)
	7 024 \$	7 817 \$
FAA, redevances d'atterrissage et d'aérogare	4 457 \$	5 363 \$
Recouvrement de coûts d'améliorations aux immobilisations	11 222	5 236
Revenus de concessions	1 657	2 150
Autres	730	460
	18 066 \$	13 209 \$
Actifs financiers	25 090 \$	21 026 \$
Actifs non financiers - frais payés d'avance	4 538	4 342
	29 628 \$	25 368 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2016							
	Terrain	Bâtiments et améliorations locatives	Infra-structures civiles	Mobilier et équipement	Équipements technologique et électronique	Véhicules	Projets d'immobilisations en cours ^{a)}	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable brute								
Solde au début	25 014	1 574 879	736 089	301 220	106 919	54 011	201 987	3 000 119
Acquisitions	6 085	163 127	93 004	26 461	19 875	1 689	(54 681)	255 560
Dispositions et radiations	—	—	—	(26)	—	(518)	—	(544)
Solde à la fin	31 099	1 738 006	829 093	327 655	126 794	55 182	147 306	3 255 135
Amortissement et dépréciation								
Solde au début	—	580 635	254 249	165 664	72 682	24 930	—	1 098 160
Amortissement	—	60 962	32 226	11 073	14 327	3 199	—	121 787
Dispositions et radiations	—	—	—	(26)	—	(513)	—	(539)
Solde à la fin	—	641 597	286 475	176 711	87 009	27 616	—	1 219 408
Valeur comptable nette	31 099	1 096 409	542 618	150 944	39 785	27 566	147 306	2 035 727

	2015							
	Terrain	Bâtiments et améliorations locatives	Infra-structures civiles	Mobilier et équipement	Équipements technologique et électronique	Véhicules	Projets d'immobilisations en cours ^{a)}	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable brute								
Solde au début	22 203	1 496 687	665 180	293 452	91 646	52 319	143 178	2 764 665
Acquisitions	2 811	78 192	70 909	7 768	15 273	3 625	58 809	237 387
Dispositions et radiations	—	—	—	—	—	(1 933)	—	(1 933)
Solde à la fin	25 014	1 574 879	736 089	301 220	106 919	54 011	201 987	3 000 119
Amortissement et dépréciation								
Solde au début	—	523 374	224 828	154 759	60 078	23 827	—	986 866
Amortissement	—	57 261	29 421	10 905	12 604	3 008	—	113 199
Dispositions et radiations	—	—	—	—	—	(1 905)	—	(1 905)
Solde à la fin	—	580 635	254 249	165 664	72 682	24 930	—	1 098 160
Valeur comptable nette	25 014	994 244	481 840	135 556	34 237	29 081	201 987	1 901 959

a) Déduction faite des transferts aux autres catégories d'immobilisations corporelles lorsque les projets deviennent prêts à être mis en service.

Les bâtiments et améliorations locatives comprennent des actifs en vertu de contrats de location-financement dont le coût et l'amortissement cumulé totalisent respectivement 20 479 \$ et 5 669 \$ (20 479 \$ et 4 906 \$ au 31 décembre 2015).

Les bâtiments et améliorations locatives comprennent également des actifs loués à des tierces parties en vertu de contrats de location simple dont le coût et l'amortissement cumulé totalisent respectivement 132 672 \$ et 48 077 \$ (122 478 \$ et 42 843 \$ au 31 décembre 2015).

Les acquisitions ont été réduites de 5 986 \$ (5 966 \$ en 2015) représentant le montant des contributions provenant de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.

5. CONTRATS DE LOCATION

a) Contrats de location simple

La Société en tant que preneur

La location des installations aéroportuaires se fait au moyen d'un bail à long terme signé le 31 juillet 1992 avec Transports Canada. Depuis le 1^{er} août 1992, la Société assume les contrats de charges et bénéficie des contrats à revenus productifs en vigueur à cette date. Le bail est d'une durée ferme de 60 ans sans possibilité d'annulation, sauf en cas de défaut, et en 2012 la Société a exercé son option de renouvellement pour prolonger le bail pour une période supplémentaire de 20 ans, soit jusqu'au 31 juillet 2072. Le bail est sur une base « nette absolue », accordant à la Société la jouissance paisible des lieux loués. Celle-ci assume la responsabilité complète de l'exploitation et du développement des lieux loués, y compris l'entretien et le renouvellement des actifs, ceci afin de maintenir le système aéroportuaire intégré conforme aux normes applicables à un « aéroport international majeur ».

Au cours de la durée du bail, Transports Canada s'est engagé à n'exploiter aucun aéroport international ou transfrontalier à l'intérieur d'un rayon de 75 kilomètres des aéroports de la Société.

Transports Canada s'est engagé à prendre en charge les frais de tout travail ordonné par un avis gouvernemental concernant la présence de substances nocives affectant soit le sol, soit les eaux souterraines et de ruissellement, soit les édifices érigés sur les lieux, si de telles substances étaient présentes au moment de la prise en charge. Un audit environnemental effectué avant la prise en charge constituera une preuve *prima facie* de l'état des lieux.

Le loyer est calculé selon un pourcentage des revenus en utilisant un pourcentage progressif des revenus de l'aéroport, tel qu'il est défini dans le bail à long terme signé entre Transports Canada et la Société, selon les paliers suivants :

Revenus de l'aéroport	Pourcentage
Inférieurs ou égaux à 5 000 \$	— %
5 001 \$ à 10 000 \$	1 %
10 001 \$ à 25 000 \$	5 %
25 001 \$ à 100 000 \$	8 %
100 001 \$ à 250 000 \$	10 %
Supérieurs à 250 000 \$	12 %

Le loyer étant calculé sur les revenus de l'aéroport, la charge de « Loyer à Transports Canada » à l'état consolidé du résultat global représente un loyer conditionnel.

La Société en tant que bailleur

La Société loue, en vertu de contrats de location simple, des terrains et certains actifs inclus dans les immobilisations corporelles. Plusieurs contrats incluent des options de renouvellement sujettes à des révisions de prix selon les prix du marché. Le preneur n'a pas la possibilité d'acquiescer l'actif loué à la fin du contrat. De plus, les contrats comprennent des loyers conditionnels totalisant 18 891 \$ en 2016 (17 323 \$ en 2015) représentant la différence entre le pourcentage convenu sur les ventes déclarées par les concessionnaires et les loyers minimums garantis.

Les paiements minimaux futurs à recevoir au titre de contrats de location simple non résiliables se détaillent comme suit :

	Paiements minimaux à recevoir au titre de la location			
	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
2016	85 903 \$	274 149 \$	434 843 \$	794 895 \$
2015	79 320	260 300	443 567	783 187

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

5. CONTRATS DE LOCATION (suite)

b) Contrats de location-financement

La Société en tant que preneur

Les bâtiments et améliorations locatives comprennent des actifs en vertu de contrats de location-financement. Les montants inclus dans les immobilisations corporelles sont indiqués à la note 4 et la description des contrats et des obligations associées est indiqué à la note 8.

Aucun loyer conditionnel n'a été constaté à titre de charge au cours des périodes de présentation de l'information financière considérées et aucun revenu de sous-location futur n'est attendu puisque tous les actifs sont à l'usage exclusif de la Société.

6. FACILITÉ DE CRÉDIT

La Société dispose d'une facilité de crédit de 150 000 \$ (150 000 \$ en 2015) obtenue auprès d'un consortium d'institutions financières canadiennes, échéant le 4 avril 2021. La facilité de crédit est garantie par une obligation nantie émise aux termes de l'acte de fiducie supplémentaire décrit à la note 7.

La Société a l'option de tirer sur la facilité de crédit à un taux variable basé sur le taux préférentiel ou à un taux fixe basé sur le taux des acceptations bancaires majoré d'une prime de 70 points de base (70 points de base en 2015). Les frais d'attente sont calculés à un taux annuel de 14 points de base (14 points de base en 2015) sur le montant inutilisé de la facilité de crédit. Un montant de 9 000 \$ (néant en 2015) a été utilisé sur la facilité de crédit au 31 décembre 2016, au taux préférentiel de 2,70 %.

Une portion de cette facilité de crédit a aussi été utilisée pour émettre une lettre de crédit de 14 931 \$ (12 500 \$ en 2015) (note 10). Cette lettre de crédit est soumise aux mêmes conditions que la facilité de crédit.

De plus, un montant de 45 366 \$ (43 852 \$ en 2015) est réservé pour le fonds de prévoyance lié à l'exploitation et à l'entretien en vertu de l'acte de fiducie (note 7).

7. OBLIGATIONS À LONG TERME

	2016	2015
Obligations de série B, valeur nominale à l'émission de 300 000 \$, taux nominal et effectif de 6,95 % et de 7,10 %, respectivement, intérêts payables le 16 avril et le 16 octobre de chaque année, débutant le 16 octobre 2002, capital remboursable le 16 avril et le 16 octobre de chaque année, débutant le 16 octobre 2007 et échéant le 16 avril 2032	269 547 \$	275 237 \$
Obligations de série D, valeur nominale à l'émission de 200 000 \$, taux nominal et effectif de 6,55 % et de 6,87 %, respectivement, intérêts payables le 11 avril et le 11 octobre de chaque année, débutant le 11 avril 2004 et échéant le 11 octobre 2033, capital exigible à l'échéance	193 531	193 319
Obligations de série E, valeur nominale à l'émission de 150 000 \$, taux nominal et effectif de 6,61 % et de 6,98 %, respectivement, intérêts payables le 11 avril et le 11 octobre de chaque année, débutant le 11 avril 2004, capital remboursable le 11 avril et le 11 octobre de chaque année, débutant le 11 avril 2009 et échéant le 11 octobre 2033	136 618	138 726
Obligations de série G, valeur nominale à l'émission de 300 000 \$, taux nominal et effectif de 5,17 % et de 5,45 %, respectivement, intérêts payables le 17 mars et le 17 septembre de chaque année, débutant le 17 mars 2006 et échéant le 17 septembre 2035, capital exigible à l'échéance	290 254	289 924
Obligations de série H, valeur nominale à l'émission de 300 000 \$, taux nominal et effectif de 5,67 % et de 5,74 %, respectivement, intérêts payables le 16 avril et le 16 octobre de chaque année, débutant le 16 avril 2008 et échéant le 16 octobre 2037, capital exigible à l'échéance	297 162	297 076
Obligations de série J, valeur nominale à l'émission de 150 000 \$, taux nominal et effectif de 5,47 % et de 5,55 %, respectivement, intérêts payables le 16 avril et le 16 octobre de chaque année, débutant le 16 octobre 2010 et échéant le 16 avril 2040, capital exigible à l'échéance	148 528	148 481
Obligations de série K, valeur nominale à l'émission de 250 000 \$, taux nominal et effectif de 3,92 % et de 3,96 %, respectivement, intérêts payables le 26 mars et le 26 septembre de chaque année, débutant le 26 septembre 2012 et échéant le 26 septembre 2042, capital exigible à l'échéance	248 477	248 443
Obligations de série M, valeur nominale à l'émission de 200 000 \$, taux nominal et effectif de 3,92 % et de 3,96 % ^{a)} , respectivement, intérêts payables le 12 juin et le 12 décembre de chaque année, débutant le 12 décembre 2015 et échéant le 12 juin 2045, capital exigible à l'échéance	198 649	198 623
	1 782 766	1 789 829
Portion courante des obligations à long terme	9 649	8 298
	1 773 117 \$	1 781 531 \$

a) Si la perte sur l'opération de couverture de flux de trésorerie (passif financier dérivé) est prise en considération, le taux effectif est de 4,98 %.

Les obligations à long terme sont présentées déduction faite de la portion non amortie des frais d'émission des emprunts connexes qui s'élèvent à 30 009 \$ (31 244 \$ en 2015).

Les obligations de la Société sont garanties par une hypothèque sur l'universalité des biens actuels et futurs de la Société. Ni l'acte de fiducie, ni la sûreté, ni aucune sûreté supplémentaire ne seront publiés ou enregistrés à quelque moment que ce soit à l'encontre ou à l'égard de droits réels ou de biens immobiliers. Jusqu'au remboursement complet des obligations, la Société doit maintenir un ratio de couverture du service de la dette brute supérieur ou égal à 1,25 et un ratio de couverture du service de la dette prévue supérieur ou égal à 1,00. Au 31 décembre 2016, la Société respecte les différentes clauses restrictives financières prévues à l'acte de fiducie.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

7. OBLIGATIONS À LONG TERME (suite)

Les obligations sont rachetables au gré de la Société, en totalité ou en partie, à tout moment. Le prix de rachat correspond au plus élevé du capital total impayé de l'obligation et du prix qui permettra d'obtenir un rendement à l'échéance de cette obligation équivalant au rendement, à l'échéance, d'une obligation du gouvernement du Canada, dont l'échéance, calculée à compter de la date de rachat, correspond à la durée moyenne de l'obligation qui fait l'objet d'un rachat plus une prime. Cette prime est de 0,24 %, de 0,34 %, de 0,35 %, de 0,25 %, de 0,29 %, de 0,34 %, de 0,38 % et de 0,37 % par année, respectivement, pour les obligations de série B, de série D, de série E, de série G, de série H, de série J, de série K et de série M.

Le total des paiements en capital exigibles pour les cinq prochains exercices et par la suite s'établit comme suit:

	Paiements minimaux exigibles		
	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
31 décembre 2016	9 649 \$	54 417 \$	1 748 709 \$
31 décembre 2015	8 298	47 835	1 764 940

Pour les périodes de présentation de l'information financière considérées, la juste valeur des obligations s'établit comme suit:

	2016	2015
Série B	353 542 \$	364 330 \$
Série D	272 780	271 820
Série E	179 673	187 869
Série G	362 220	357 540
Série H	387 600	381 540
Série J	191 730	188 970
Série K	259 775	254 100
Série M	208 180	203 400
	2 215 500 \$	2 209 569 \$

8. OBLIGATIONS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

	2016	2015
Obligation en vertu d'un contrat de location-financement, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts variant entre 111 \$ et 174 \$, portant intérêt au taux effectif de 9,6 %, débutant le 30 mars 2009 et échéant le 29 septembre 2039	15 428 \$	15 435 \$
Obligation en vertu d'un contrat de location-financement, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts variant entre 38 \$ et 45 \$, portant intérêt au taux effectif de 7,23 %, débutant le 1 ^{er} mars 2010 et échéant le 28 février 2030	4 126	4 290
	19 554	19 725
Portion courante des obligations en vertu de contrats de location-financement	177	164
	19 377 \$	19 561 \$

Ces contrats de location-financement comprennent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de 5 à 20 ans, et les paiements minimaux sont sujets à des clauses d'augmentation variant entre 1,75 % par an à 7,7 % après une période de cinq ans.

8. OBLIGATIONS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT (suite)

Les paiements minimaux futurs au titre de la location-financement à la date de clôture de chaque période considérée se résument comme suit:

	Paiements minimaux exigibles au titre de la location			
	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
31 décembre 2016				
Paiements au titre de la location	1 896 \$	7 918 \$	35 726 \$	45 540 \$
Charges financières	(1 707)	(6 635)	(17 644)	(25 986)
	189 \$	1 283 \$	18 082 \$	19 554 \$
31 décembre 2015				
Paiements au titre de la location	1 896 \$	7 803 \$	37 737 \$	47 436 \$
Charges financières	(1 725)	(6 725)	(19 261)	(27 711)
	171 \$	1 078 \$	18 476 \$	19 725 \$

9. PROVISIONS

	Démantèlement complexe		Total
	aérogare Mirabel	Autres	
Solde au 1 ^{er} janvier 2016	10 332 \$	4 473 \$	14 805 \$
Augmentation des provisions	—	1 172	1 172
Diminution des provisions	(8 317)	(1 601)	(9 918)
Solde au 31 décembre 2016	2 015 \$	4 044 \$	6 059 \$
Solde au 1 ^{er} janvier 2015	13 985 \$	6 373 \$	20 358 \$
Augmentation des provisions	9 000	219	9 219
Diminution des provisions	(12 653)	(2 119)	(14 772)
Solde au 31 décembre 2015	10 332 \$	4 473 \$	14 805 \$

a) Démantèlement du complexe de l'aérogare de Mirabel

En 2014, la Société a décidé de procéder au démantèlement du complexe de l'aérogare de Mirabel. Les coûts estimés n'ont pas été actualisés puisque les effets de l'actualisation ont été jugés non significatifs. La provision est diminuée au fur et à mesure que les travaux sont réalisés et que les débours ont lieu.

b) Autres

Les provisions comprennent les montants découlant de réclamations présentées par différents fournisseurs et (ou) clients et se rapportent notamment à des dépassements de coûts sur la construction de projets d'immobilisations. Les provisions relatives à ces réclamations ont été enregistrées selon la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation selon son expérience de transactions similaires. Aucune des provisions ne sera traitée de manière plus approfondie afin de ne pas porter un préjudice grave aux positions de la Société dans ces conflits.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

10. PASSIF AU TITRE DE LA RETRAITE ET DES AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

a) Passif au titre de la retraite et des autres avantages du personnel

Les passifs constatés à l'état consolidé de l'actif net pour les passifs au titre de la retraite et des autres avantages du personnel comprennent les montants suivants:

	2016	2015
Courant		
Avantages du personnel à court terme	12 083 \$	13 356 \$
Non courant		
Régimes à prestations définies	14 205	17 241

La portion courante représente les obligations de la Société de paiement de salaires, de vacances et de congés fériés accumulés par les membres de son personnel actuels et anciens devant être réglés au cours de l'année suivant la période considérée.

La portion non courante représente le passif lié au volet à prestations définies du régime de retraite des employés, ainsi que celui du régime de retraite supplémentaire à prestations définies pour les dirigeants désignés de la Société.

Le volet à prestations définies prévoit des prestations aux salariés prenant leur retraite, qui sont fondées sur la durée de leur service et sur la rémunération finale moyenne.

Le solde impayé des cotisations au 31 décembre 2016 est de 673 \$ (853 \$ en 2015).

L'obligation des régimes à prestations définies se détaille comme suit:

	2016	2015
Obligation au titre des prestations définies au début	306 190 \$	294 526 \$
Coût des services rendus	6 946	6 696
Cotisations salariales	1 674	1 775
Intérêts	11 920	11 757
Prestations versées	(10 694)	(10 594)
Gains actuariels dus à l'expérience du régime	(779)	(2 820)
Pertes actuarielles dues à un changement d'hypothèse économique	—	4 850
Obligation au titre des prestations définies à la fin	315 257 \$	306 190 \$
Juste valeur au début	288 949 \$	272 924 \$
Cotisations patronales	12 571	16 121
Cotisations salariales	1 674	1 775
Intérêts sur les actifs	11 328	11 053
Pertes actuarielles	(2 376)	(1 930)
Prestations versées	(10 694)	(10 594)
Frais d'administration	(400)	(400)
Juste valeur à la fin	301 052	288 949
Passif au titre de la retraite	14 205 \$	17 241 \$

Tous les régimes à prestations définies sont partiellement financés. Par ailleurs, la Société a émis des lettres de crédit afin, entre autres, d'étaler le paiement du déficit actuariel de solvabilité du régime de retraite des employés. Au 31 décembre 2016, le montant total des lettres de crédit s'élève à 18 184 \$ (15 753 \$ en 2015).

10. PASSIF AU TITRE DE LA RETRAITE ET DES AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

a) Passif au titre de la retraite et des autres avantages du personnel (suite)

Les hypothèses actuarielles significatives suivantes ont été utilisées:

	2016	2015
Obligation au titre des prestations définies à la fin des exercices considérés		
Taux d'actualisation	3,90 %	3,90 %
Taux de croissance de la rémunération	3,00	3,00
Taux d'inflation	2,00	2,00
Coût des prestations pour les exercices considérés		
Taux d'actualisation	3,90	4,00
Taux de croissance de la rémunération	3,00	3,00
Taux d'inflation	2,00	2,00

Les hypothèses de mortalité aux 31 décembre 2016 et 2015 sont basées sur la table de mortalité CPM avec taux combinés, ajustée avec l'échelle de projection CPM-B.

Le coût des prestations constaté est le suivant:

	2016	2015
Coût des services rendus de l'exercice	6 946 \$	6 696 \$
Intérêts nets	592	704
Frais d'administration	400	400
Coût des prestations constatées	7 938 \$	7 800 \$

Les actifs des régimes peuvent être répartis entre les principales catégories de placement suivantes:

	Niveau	2016	2015
Encaisse		7 437 \$	12 130 \$
Actions canadiennes	1	16 468	17 820
Actions étrangères	1	18 329	24 427
Parts de fonds communs de placement d'obligations canadiennes	2	148 296	152 897
Contrat d'achat de rentes	3	38 585	—
Parts de fonds communs de placement d'actions canadiennes	2	15 137	23 423
Parts de fonds communs de placement d'actions étrangères	2	11 250	12 316
Parts de fonds communs de placement immobilier	3	22 436	20 829
Parts de fonds communs d'infrastructure	3	16 160	16 411
Parts de fonds communs de placement autre	2	5 967	7 937
Parts de fonds communs de placement du marché monétaire	2	35	—
Autres		952	759
		301 052 \$	288 949 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

10. PASSIF AU TITRE DE LA RETRAITE ET DES AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

a) Passif au titre de la retraite et des autres avantages du personnel (suite)

Le comité de retraite prépare la documentation relativement à la gestion de la répartition globale des actifs. Le comité de gouvernance et ressources humaines revoit la politique de placement et recommande cette dernière au Conseil d'administration pour son approbation advenant des changements matériels à la politique. Un suivi trimestriel de l'allocation de l'actif du régime permet au comité de retraite et ultimement au comité de gouvernance et ressources humaines de s'assurer que les limites de répartition d'actif de l'ensemble du régime sont respectées.

La Société s'attend à ce que des cotisations de l'ordre de 11 600 \$ soient versées pour l'exercice 2017, dont 5 000 \$ de cotisations envers le déficit de solvabilité.

Les régimes de retraite exposent la Société aux risques suivants:

- i) Risque d'investissement
L'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation. Si les rendements de la caisse sont inférieurs à ce taux d'actualisation, un déficit sera créé.
- ii) Risque de taux d'intérêt
Une variation des taux obligataires affectera la valeur de l'obligation au titre des prestations définies.
- iii) Risque de longévité
Une amélioration plus importante de l'espérance de vie que celle prévue dans les tables de mortalité utilisées augmentera la valeur de l'obligation au titre des prestations définies.
- iv) Risque d'inflation
L'obligation au titre des prestations définies est calculée en considérant un certain niveau d'inflation. Une inflation réelle supérieure à celle anticipée aura pour effet d'augmenter la valeur de l'obligation au titre des prestations définies.
- v) Analyse de sensibilité
À la date de clôture, des modifications raisonnablement possibles de l'une des hypothèses actuarielles pertinentes auraient affecté l'obligation au titre des prestations définies des montants suivants (autres hypothèses constantes):

Taux d'intérêt: diminution de 1 %	57 100 \$
Taux d'inflation: augmentation de 1 %	47 163
Taux d'augmentation salariale: augmentation de 1 %	8 169
Taux de mortalité: multiplication des taux par 99 %	748

Au 31 décembre 2016, la durée moyenne pondérée de l'obligation au titre des prestations définies s'élève à 18,1 ans (18,3 ans en 2015).

b) Salaires et charges sociales

Les charges constatées au poste « Salaires et charges sociales » se détaillent comme suit:

	2016	2015
Salaires et charges sociales	61 690 \$	59 614 \$
Régime de retraite à prestations définies	7 938	7 800
Régime de retraite à cotisations définies	1 564	1 450
	71 192 \$	68 864 \$

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La filiale de la Société possède environ 521 \$ de pertes en capital disponibles pour réduire ses gains en capital futurs.

Au 31 décembre 2016, la filiale a cumulé des pertes autres qu'en capital de 5 090 \$ disponibles pour réduire le bénéfice imposable des exercices futurs. Le montant et l'échéance de ces pertes sont les suivants: 209 \$ en 2029, 3 790 \$ en 2031, 57 \$ en 2032, 700 \$ en 2033 et 334 \$ en 2036.

De plus, la filiale a cumulé des dépenses de recherche et de développement aux paliers de gouvernements fédéral et provincial d'environ 278 \$ et 479 \$, respectivement, disponibles pour réduire le bénéfice imposable des exercices futurs.

La Société n'a comptabilisé aucun avantage fiscal à l'égard de ces pertes et de ces dépenses de recherche et développement.

12. INFORMATIONS SUR LE RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

	2016	2015
Prestation de services ^{a)}	525 877 \$	487 814 \$
Autres	1 291	671
	527 168 \$	488 485 \$
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	147 \$	126 \$
Charges financières		
Intérêts sur les obligations à long terme	99 601 \$	96 455 \$
Intérêts sur les obligations en vertu de contrats de location-financement	1 725	1 732
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	1 235	1 072
Reclassement des pertes sur les opérations de couverture de flux de trésorerie	1 086	627
Intérêts capitalisés ^{b)}	(6 768)	(8 180)
Autres	1 807	1 807
	98 686 \$	93 513 \$

a) Les produits tirés des contrats de location simple totalisent 109 300 \$ (100 037 \$ en 2015).

b) Le taux moyen pondéré utilisé pour capitaliser les coûts d'emprunt est de 5,83 % (5,87 % en 2015).

13. FRAIS D'AMÉLIORATIONS AÉROPORTUAIRES

La Société a introduit des FAA pour tous les passagers en partance des aéroports internationaux de Montréal-Trudeau depuis le 1^{er} novembre 1997. Ces frais sont utilisés dans le but de financer le programme en immobilisations des aéroports internationaux de Montréal-Trudeau et de Montréal-Mirabel. Ces frais sont perçus par les compagnies aériennes à même le prix du billet d'avion et sont versés à la Société, déduction faite des frais de perception de 4 %. Entre le 1^{er} novembre 1997 et le 31 décembre 2016, les dépenses en immobilisations cumulatives totalisaient 3 063 000 \$ (2 808 000 \$ en 2015) et excédaient de 1 300 000 \$ (1 211 000 \$ en 2015) les montants cumulatifs perçus au titre des FAA bruts (avant déduction des frais de perception).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

14. INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation des éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit:

	2016	2015
Créances clients et autres débiteurs	(7 183) \$	(6 577) \$
Stocks	(265)	(205)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(7 422)	(11 854)
Autres avantages du personnel	(1 273)	384
Provisions	(8 651)	(14 553)
	(24 794) \$	(32 805) \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs totalisent 102 574 \$ (78 942 \$ en 2015).

15. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent les principaux dirigeants. Aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni de conditions spéciales et aucune garantie n'a été donnée ou reçue.

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du Conseil d'administration, le président et les vice-présidents. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes:

	2016	2015
Avantages à court terme du personnel	8 112 \$	5 900 \$

16. ACTIFS ÉVENTUELS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Dans le cours normal de ses activités, la Société fait l'objet de procédures judiciaires comportant des demandes financières, lesquelles sont contestées. À moins qu'elle ne les ait comptabilisées dans les provisions (note 9), la direction estime que ces réclamations sont injustifiées et qu'il est peu probable que la Société ait à déboursier des sommes d'argent pour les régler. La direction estime que le règlement de ces demandes n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière consolidée de la Société.

17. ENGAGEMENTS

La Société a des engagements en vertu d'ententes de services, de location simple, d'approvisionnement et d'entretien. Les paiements minimums s'établissent comme suit:

Moins d'un an	38 666 \$
1 à 5 ans	39 568
Plus de 5 ans	1 937
	80 171 \$

En plus des engagements énumérés ci-dessus, la Société s'est engagée en vertu de contrats pour l'acquisition et la construction d'immobilisations totalisant 94 264 \$ (105 845 \$ en 2015), dont 3 128 \$ (586 \$ en 2015) sont en devise américaine.

18. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers, notamment le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité découlant des activités d'exploitation et des activités commerciales de la Société. La direction est responsable d'établir des niveaux acceptables de ces risques et d'examiner leur incidence respective sur les activités de la Société.

La Société ne conclut pas d'ententes visant des instruments financiers, y compris des instruments financiers dérivés, à des fins spéculatives.

b) Juste valeur et classement des instruments financiers

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs financiers et des passifs financiers, y compris leur niveau dans la hiérarchie de la juste valeur. Il ne comporte pas d'information sur la juste valeur si la valeur comptable constitue une estimation raisonnable de la juste valeur. La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers courants (autres que ceux énumérés ci-dessous) se rapproche de leur valeur comptable respective aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers. Au 31 décembre, le classement des autres instruments financiers par catégorie de hiérarchie des justes valeurs, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur respective, se détaillent comme suit:

	Niveau	Valeur comptable	
		Passifs financiers évalués au coût amorti	Juste valeur
Passifs financiers au 31 décembre 2016			
Facilité de crédit	2	9 000 \$	9 000 \$
Obligations à long terme	2	1 782 766	2 215 500
Obligations en vertu des contrats de location-financement	2	19 554	19 554
		1 811 320 \$	2 244 054 \$
Passifs financiers au 31 décembre 2015			
Obligations à long terme	2	1 789 829 \$	2 209 569 \$
Obligations en vertu des contrats de location-financement	2	19 725	19 725
		1 809 554 \$	2 229 294 \$

La juste valeur de la facilité de crédit, des obligations à long terme et des obligations en vertu de contrats de location-financement a été déterminée selon les cours de marché comparables ajustés pour tenir compte de la prime de risque de la Société.

c) Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison des achats de produits et services dans le cours normal des opérations et des paiements reçus de clients libellés en devises étrangères. Les actifs et passifs libellés en devises étrangères convertis en dollars canadiens, au taux de clôture, s'établissent comme suit:

	2016	2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie et créances clients et autres débiteurs	1 895 \$	1 821 \$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	—	324

La Société a procédé à une analyse de sensibilité des taux de change utilisés pour convertir les actifs et les passifs libellés en devises autres que le dollar canadien. Cette analyse révèle qu'une différence de 5 % sur les taux de change utilisés n'a aucun impact significatif sur les actifs et les passifs de la Société. La Société ne détient pas d'instruments financiers dérivés pour atténuer ce risque.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

18. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

d) Risque de taux d'intérêt

Les équivalents de trésorerie et les obligations à long terme de la Société portent intérêt à des taux fixes. La Société a l'option de tirer sur la facilité de crédit à des taux variable ou fixe (note 6).

La politique de la Société consiste, autant que possible, à maintenir la plus grande partie de ses emprunts à des taux d'intérêt fixes.

Les équivalents de trésorerie, la facilité de crédit et les obligations à long terme de la Société sont exposés à un risque de variation de leur juste valeur en raison des fluctuations des taux d'intérêt sous-jacents. Une variation de 50 points de base des taux d'intérêt n'aurait pas d'impact significatif sur ce risque.

e) Risque de crédit

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une partie ne respecte pas les modalités d'un contrat et entraîne une perte pour l'autre partie. En général, la valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit et présentés dans l'état consolidé de l'actif net de la Société, déduction faite de toute provision pour pertes applicables, représente le montant maximal exposé au risque de crédit.

Les actifs financiers qui peuvent exposer la Société au risque de crédit comprennent principalement la trésorerie et équivalents de trésorerie, l'encaisse affectée et les créances clients et autres débiteurs.

Trésorerie et équivalents de trésorerie et encaisse affectée

La Société s'est dotée d'une politique de placement dont les objectifs sont de préserver le capital et la liquidité des instruments et de maximiser le rendement sur les sommes investies. La politique précise les types d'instruments d'investissement permis, les émetteurs admissibles, les pondérations maximales par véhicule de placements ainsi que la cote de crédit acceptable et les échéances maximales de certains types d'instruments d'investissement.

Le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie et à l'encaisse affectée est considérablement atténué si l'on s'assure que ces actifs financiers sont investis auprès des principales institutions financières se classant comme contreparties solvables selon les principales agences de notation.

Créances clients et autres débiteurs

Le risque de crédit lié aux créances clients et autres débiteurs est limité en raison du processus d'évaluation du crédit des clients de la Société, des modalités de recouvrement raisonnablement restreintes et de la solvabilité de ses clients. La Société surveille régulièrement son exposition au risque de crédit et prend des mesures pour atténuer la probabilité de pertes réelles en raison de cette exposition. Le risque de crédit lié aux créances clients et autres débiteurs est aussi réduit au minimum par le fait que la Société exige des dépôts de garantie de certains clients. De plus, une partie des produits des activités aéronautiques est facturée et perçue à l'avance, avant même que les services ne soient rendus. La provision pour créances douteuses est maintenue conformément au risque de crédit, aux tendances historiques, à la conjoncture générale de l'économie et aux autres informations, comme il est décrit ci-après, et est prise en compte dans les états financiers consolidés.

Le tableau suivant présente une analyse de la chronologie des créances clients :

	2016	2015
Courant	4 739 \$	4 763 \$
Créances de 30 à 60 jours	1 938	2 036
Créances de 61 à 90 jours	115	189
Créances de plus de 90 jours	453	1 167
	7 245	8 155
Provision pour créances douteuses	(221)	(338)
Solde à la fin de l'exercice	7 024 \$	7 817 \$

Au 31 décembre 2016, un montant de 146 \$ (263 \$ en 2015) inclus dans la provision pour créances douteuses représente une provision spécifique pour des créances clients totalisant 199 \$ (367 \$ en 2015).

18. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

f) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations financières à leur échéance. La Société est exposée à ce risque surtout en raison de ses obligations à long terme, de sa facilité de crédit, de ses obligations en vertu de contrats de location-financement, de ses dettes fournisseurs et autres créditeurs et de ses engagements. La Société finance ses activités au moyen d'une combinaison de ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et de ses obligations à long terme.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources suffisantes de financement. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie, ainsi que des politiques de gestion de la trésorerie afin de s'assurer qu'elle a les fonds disponibles pour s'acquitter de ses obligations dans un avenir prévisible.

Le tableau qui suit établit les obligations financières de la Société incluant les paiements d'intérêts, lorsqu'ils sont applicables :

	Obligations en vertu de contrats de location-financement	Obligations à long terme	Facilité de crédit	Engagements ^{a)}	Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Total
31 décembre 2016						
Moins d'un an	1 896 \$	110 151 \$	9 000 \$	38 666 \$	144 188 \$	303 901 \$
1 à 5 ans	7 918	449 017	—	39 568	—	496 503
Plus de 5 ans	35 726	3 099 957	—	1 937	—	3 137 620
31 décembre 2015						
Moins d'un an	1 896 \$	109 587 \$	— \$	32 962 \$	127 842 \$	272 287 \$
1 à 5 ans	7 803	445 708	—	46 768	—	500 279
Plus de 5 ans	37 737	3 213 417	—	61	—	3 251 215

a) Ces montants excluent les engagements relatifs à l'acquisition et la construction d'immobilisations.

Compte tenu de la disponibilité du financement de la Société, du montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que du calendrier de ses versements, la direction évalue que le risque de liquidité de la Société est faible.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

19. GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société dans la gestion du capital sont les suivants : i) préserver sa capacité à poursuivre son exploitation et ii) préserver sa capacité et sa souplesse financières pour réaliser ses objectifs stratégiques et assurer sa croissance.

La structure du capital de la Société comprend la trésorerie et équivalents de trésorerie, l'encaisse affectée, les obligations à long terme et la facilité de crédit. La Société n'a pas de capital-actions, comme il est décrit à la note 1. Elle se finance donc au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'émissions d'obligations et d'autres emprunts, au besoin.

La structure du capital de la Société se résume comme suit :

	2016	2015
Obligations à long terme	1 782 766 \$	1 789 829 \$
Facilité de crédit	9 000	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie et encaisse affectée	(79 369)	(184 688)
	1 712 397 \$	1 605 141 \$

La Société gère la structure de son capital conformément à la croissance prévue de l'entreprise, des besoins opérationnels et des conditions sous-jacentes du secteur d'activité, du marché et de la conjoncture économique. En conséquence, la Société a établi un modèle financier qui lui permet d'estimer ses besoins en capitaux tout en s'assurant du respect de toutes les clauses restrictives financières de l'acte de fiducie. La direction examine périodiquement ce modèle financier et l'intègre à son plan stratégique quinquennal présenté et approuvé annuellement par le Conseil d'administration.

La Société n'a pas modifié sa stratégie de gestion du capital par rapport à celle de 2015.

English copies of this report are available from
Public Affairs and Communications
Aéroports de Montréal
800 Leigh-Capreol Place, Suite 1000
Dorval, Québec CANADA H4Y 0A5
Telephone: 514 394-7201
Fax: 514 394-7356
www.admtl.com

